

**DE RIJKE PICARDIE**

**Rue Gilles de Gennes**

**80 200 Péronne**



**Mémoire en réponse à l'issue de l'enquête publique  
Projet d'extension d'une plateforme logistique à Ablaincourt-  
Pressoir (80)**



**IC.E Conseil**  
Installations Classées & Environnement

Parc d'activité doaren molac

Centre Polidesk

56 610 Arradon

T. 02 57 62 08 60

[contact@ice-conseil.fr](mailto:contact@ice-conseil.fr)

**Mémoire de mars 2021**

La société DE RIJKE Picardie a déposé en juillet 2020, complété en octobre 2020, un dossier de demande d’autorisation environnementale en vue de créer une extension à sa plateforme logistique d’Ablaincourt-Pressoir (80). Dans le cadre de l’instruction du dossier, une enquête publique s’est tenue durant la période du 27 janvier 2021 au 10 février 2021. Cette enquête a abouti à la transmission d’un procès-verbal de synthèse en date du 17 février 2021 à la société DE RIJKE Picardie.

Le présent mémoire a pour objectif de répondre aux observations du PV de synthèse.

Pour plus de lisibilité du document, les observations sont reprises avant la réponse apportée par l’exploitant.

**Point 1 : Le maître d'ouvrage apportera sa réponse et s'engage sur des mesures réelles en réponse aux observations consignées en nombre par la population locale.**

La totalité des observations dénoncent les impacts nocifs attendus par l'augmentation du trafic routier engendrée par l'exploitation logistique De Rijke sur la santé humaine et l'environnement. Ces impacts ne sont pas pris en compte dans les études de dangers pourtant appréhendés dans l'étude d'incidence au regard des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

La pétition organisée par le maire de la commune Estrées-Deniécourt et versée au registre de l'enquête réclame des solutions au problème de circulation de poids lourds dans le village. Sont joints à la pétition le nom, prénom et signature des 48 villageois.

Pour votre bonne information, vous trouverez ci-après le texte de cette pétition :

*« De plus en plus de véhicules et poids lourds empruntent la RD79 et RD 164 en provenance ou en direction de l'A1, l'A29, de la ZAC Haute Picardie, de Rosière et de Chaulnes.*

*La nuit comme de jour le trafic est intense et la vitesse est excessive. Pour exemple, le mercredi 3 février, entre 6h10 et 8h10, 25 poids lourds sans compter les VL sont passés sur la RD79.*

*J'ai informé les conseillers départementaux et Mr le Député. A ce jour, je n'ai pas obtenu de réponse. La commune a consulté un cabinet pour l'étude de faisabilité d'un ralentisseur de vitesse, mais cela ne résoudra pas le nombre de véhicules.*

*J'ai demandé au département la possibilité de mettre en place un comptage, mais cela reste à la charge de la commune.*

*Cette circulation intense engendre également un danger et de la pollution à proximité du RPC. Quelle solution adopter pour résoudre ce problème ? »*

Le Bilan de l'enquête fait état d'un trafic actuel important de poids lourds dans la commune d'Estrées-Deniécourt qui sera aggravé après l'exploitation de l'extension et le passage prévu de 100 camions par jour, soit 200 mouvements supplémentaires de chargement et de déchargement dans la ZAC.

**Le maître d'ouvrage apportera sa réponse quand aux mesures en respect de la séquence ERC qu'il entend apporter pour Eviter, sinon Réduire, le cas échéant Compenser les atteintes estimées sur l'environnement et précisera la solution quant aux conséquences suivantes :**

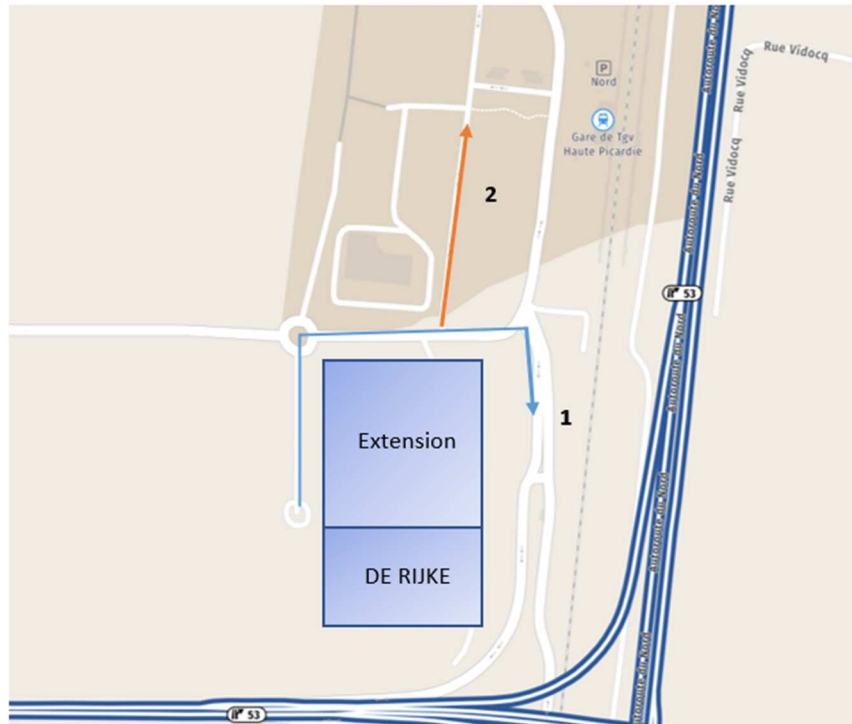
- la pollution atmosphérique,
- l'insécurité des habitants des villages traversés, tout particulièrement les enfants,
- la privation de la quiétude des habitats,
- la pollution sonore et visuelle,
- la dégradation des voiries et salissure des bâtiments, abords et terrain,
- la dévaluation immobilière.

**Réponse de l'exploitant :**

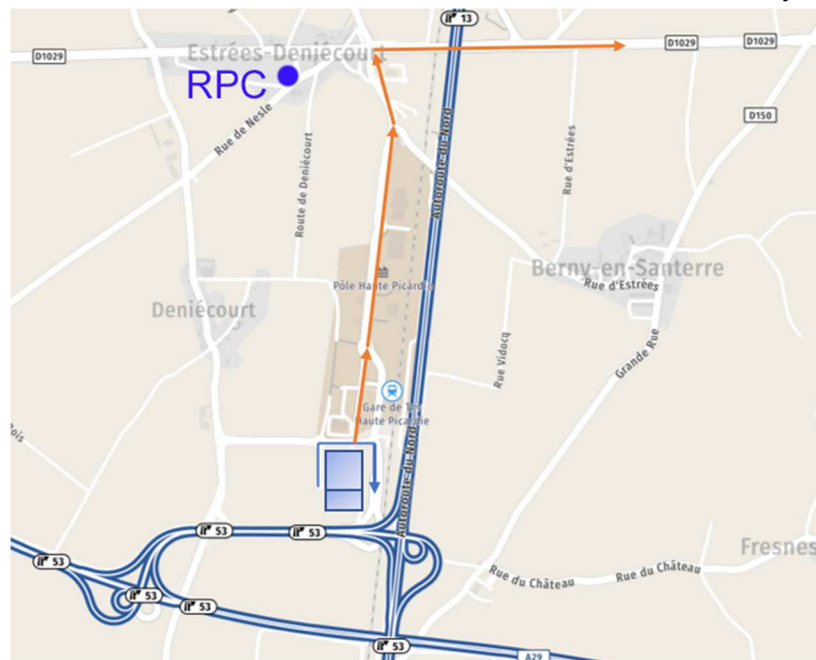
Les produits réceptionnés sur la plateforme logistique De Rijke, sont des produits provenant de sites de fabrication localisés à Péronne et à Nesle. Ils sont ensuite expédiés sur le territoire national voire international. Ainsi, l'ensemble des camions sortant de la plateforme DE RIJKE Picardie emprunte la D164A en direction du Pole d'activité de Haute Picardie ou de Nesle. Pour les poids lourds orientés vers le Pole d'activité de Haute picardie, 2 itinéraires sont possibles en fonction des trajets :

- 1) Direction Autoroute par l'accès à proximité de la parcelle DE RIJKE,
- 2) Direction vers le Nord par l'avenue de Haute Picardie, puis la D1029

Ces deux itinéraires sont schématisés sur le plan ci-contre

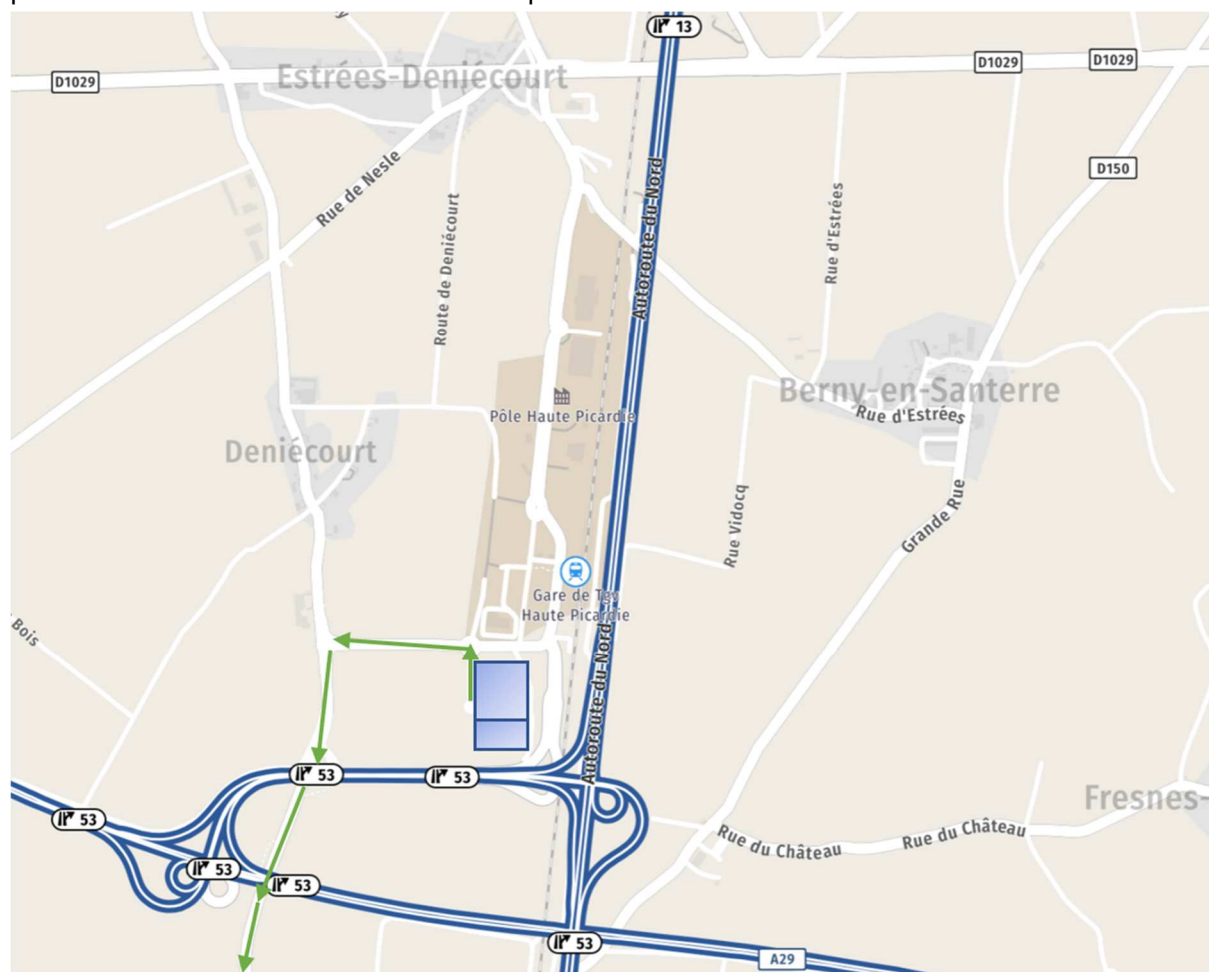


Plus précisément, les poids lourds en provenance ou en direction du site de fabrication de Péronne empruntent les voies du Pôle d'activités Haute Picardie avant de rejoindre la RD1029.



Comme il peut être constaté sur le plan ci-dessus, les poids lourds transitant par la plateforme De Rijke et s'orientant vers la RD1029 n'empruntent pas la RD79 (rue de Nesle). Ils n'empruntent pas non plus la portion de route RD164 traversant Deniécourt.

En ce qui concerne les poids lourds en provenance ou en direction du site de fabrication de Nesle, ils empruntent la RD164a puis se dirigent vers la RD164 en direction de Nesle. Ce parcours est schématisé sur l'extrait de plan suivant.



Le trafic supplémentaire de poids lourds estimé dans l'étude d'incidence ne vise donc pas les lieux cités dans le questionnement. Le RPC est notamment à l'écart des zones de circulation des poids lourds transitant sur la plateforme De Rijke, et par conséquent est et sera très peu concerné par les incidences du projet (localisé à plus de 350 m de l'une des zones de circulation des poids lourds).

La RD79 (rue de Nesle) sur laquelle des relevés de poids lourds ont été réalisés récemment ne sera pas impactée par une augmentation de poids lourds induite par ce projet étant donné que les poids lourds transitant actuellement sur le site De Rijke Picardie n'empruntent pas cet axe de circulation. Pour rappel, les voies empruntées pour accéder à la RD 1029 sont les voies du pôle d'activité Haute Picardie qui sont à la fois dimensionnées pour recevoir un trafic de poids lourds mais également localisées à l'écart des zones d'habitation.

En termes de mesures ERC, la position de l'implantation de l'entrepôt au plus proche de l'embranchement des deux autoroutes a pour objectif d'EVITER la création du trafic de poids lourds cités dans la remarque. En effet, plutôt que d'implanter un nouveau bâtiment sur le territoire de Chaulnes, ou de Rosières, De Rijke s'est implanté sur le Pole d'activités disposant d'un raccordement à l'autoroute sans devoir passer par des zones habitées.

De plus, l'implantation d'une plateforme de stockage a pour objectif de regrouper les marchandises de deux sites de production localisés à Péronne et à Nesle, en vue d'optimiser le trafic induit par l'expédition de ces produits. Le trafic présenté dans l'étude d'incidence vient donc en substitution d'un trafic de poids lourds existant induit par ces sites de fabrication. Il a donc pour objectif de venir REDUIRE le trafic global généré par les sites de fabrication en optimisant le taux de remplissage des poids lourds.

**Il ressort ainsi de l'analyse de la circulation des poids lourds transitant sur le site De Rijke actuellement, qu'elle n'est pas à l'occasion d'un passage de poids lourds dans le bourg de la commune d'Estrées-Deniécourt et dans les lieux cités ci-avant. L'itinéraire des poids lourds ne sera pas modifié dans le cadre de l'extension. Ainsi ces mêmes conclusions pourront être associées à la configuration future : l'exploitation du bâtiment logistique De Rijke ne sera pas à l'origine d'une circulation de Poids lourds dans le bourg d'Estrées-Deniécourt ni devant le RPC. Cette mesure d'évitement de la zone (bourg) permet d'écarter la nécessité de mesures complémentaires de compensation pour les impacts du projet sur la zone du bourg de Estrées-Deniécourt.**



**Point 2 : Le maître d'ouvrage apportera sa réponse et s'engage sur les points suivants soulevés par les autorités et les Personnes publiques associés****A- l'avis du service départemental d'incendie et de secours de la Somme (SDIS 80)**

Dans son rapport rendu en date du 19/08/2020 après étude de la demande d'autorisation présentée par De Rijke, le SDIS émet un avis favorable au projet assorti de réserves :

- 1- « En cas d'incendie généralisé à une cellule, selon la modélisation flumilog, les voies engins seraient touchées en quasi intégralité par les flux de 5 kW/m<sup>2</sup>,

Au regard de la configuration foncière, le SDIS a demandé que des aires de retournement soient aménagées en amont et en aval de chaque zone soumise aux flux de 5 kW/m<sup>2</sup> et a signifié à l'exploitant, lors d'une réunion avec la DREAL de la Somme, que dans ces conditions et en applications de l'article 1 de l'arrêté du 11 avril 2017, le SDIS pourrait, en cas de sinistre être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie ».

- 2- L'amendement de 20 prescriptions complémentaires aux mesures de prévention et de défense incendie présentées par De Rijke. Celles-ci résultent de l'analyse des risques limitées aux dispositions constructives et plus généralement aux éléments qui risquent de :

- Mettre en péril la sécurité des usagers du bâtiment, des bâtiment tiers ou des sapeurs-pompiers chargés d'y intervenir
- ne pas permettre l'intervention des secours dans les conditions minimales requises à leurs missions de protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Conformément à l'avis du SDIS et nonobstant les mesures de sécurité déployées dans l'entrepôt logistique De Rijke (dispositif sprinkler,...), la réponse du maître d'ouvrage est attendue sur :

- a. les mesures correctives de mise en conformité des voies engins pour remédier à l'impossibilité opérationnelle des SDIS de limiter la propagation d'un incendie sur le site,
- b. la réponse aux prescriptions de sécurité signifiées dans l'avis rendu par le SDIS.

**Réponse de l'exploitant :**

En préambule, il est rappelé que les modélisations incendie réalisées dans l'étude de dangers sont basées sur l'absence de mesures de maîtrise des risques. Ainsi, il est considéré que le dispositif d'extinction automatique qui sera installé dans l'ensemble des cellules ne se déclenche pas ou ne parvienne pas à éteindre un départ de feu, ce pourquoi il est cependant dimensionné.

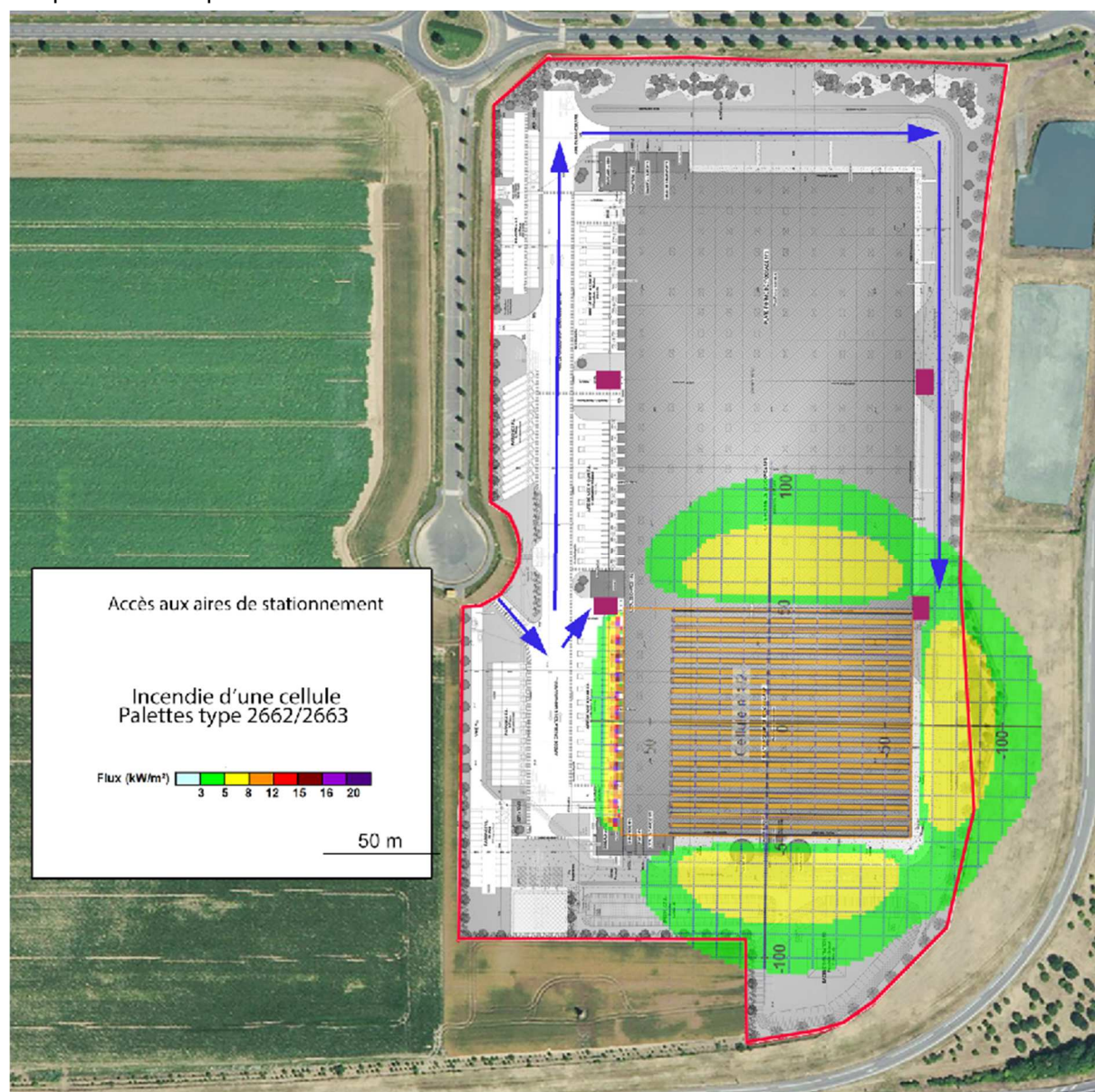
En outre, elles considèrent que l'ensemble des emplacements de stockage est rempli afin de prendre en compte un volume de marchandises en feu simultanément le plus conséquent. Les effets plus importants obtenus à un instant  $t$  lors de l'incendie d'une cellule sont ensuite retenus pour la cartographie des effets thermiques. Ce sont ces cartographies qui sont présentées dans l'étude de dangers.

Malgré la présence d'écran thermique REI120 sur les façades extérieures du bâtiment (hors quais), il ressort que des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup> sont susceptibles d'impacter une partie de la voie qui a été implantée de sorte à faire le périmètre du bâtiment logistique. Il est important de noter que la projection de cette voie engin respecte et respectera les caractéristiques constructives et dimensionnelles imposées par la réglementation applicable aux entrepôts au sein de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Suite à une réunion avec le SDIS et la DREAL en amont du dépôt de la demande d'autorisation, le SDIS a souhaité la mise en place d'aires de retournement complémentaires pour accéder aux aires de mise en station des échelles localisées de part et d'autre de chacun

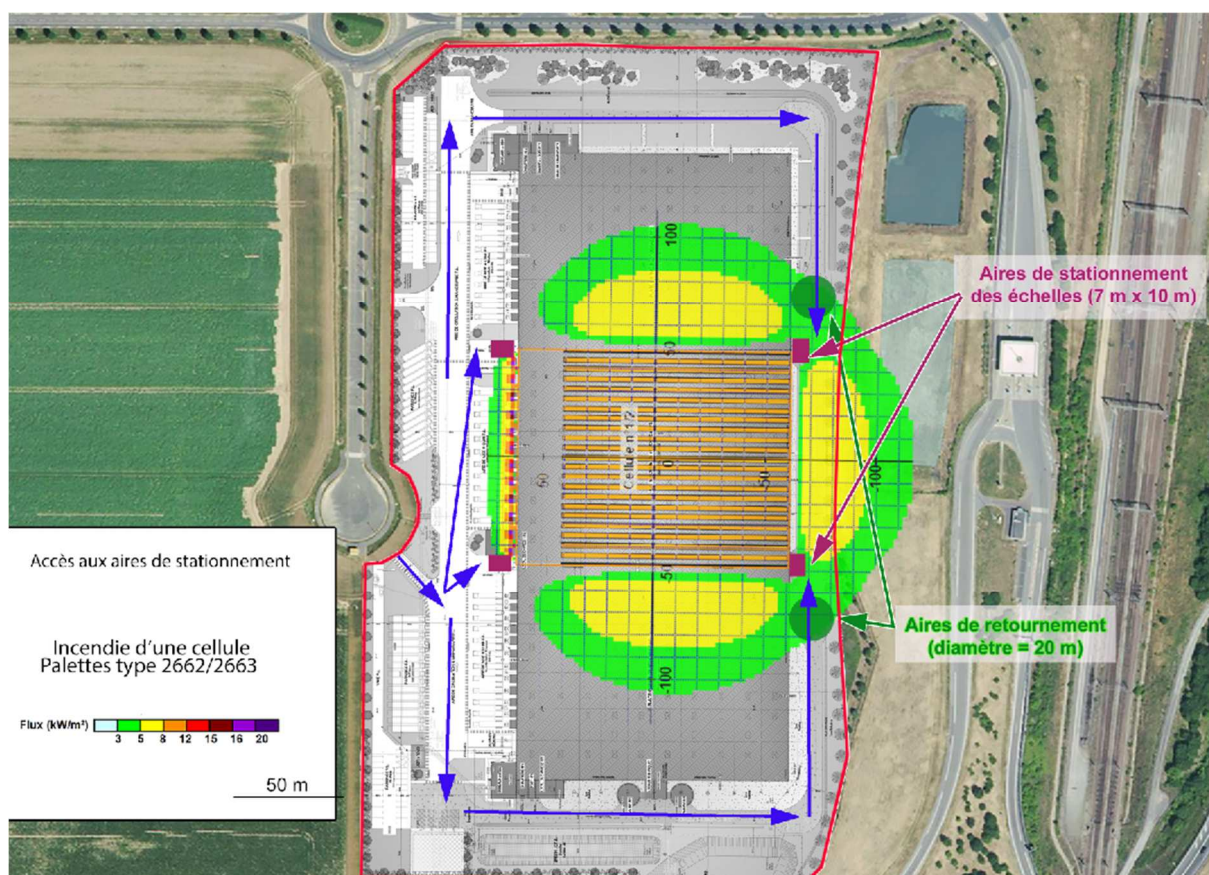
des murs coupe-feu. Ces aires de retournement ont pour objectif de limiter la circulation des services d'incendie et de secours dans les flux de  $5 \text{ kW/m}^2$  et leur permettre de faire demi-tour en façade Est. Ces aires ont été positionnées lors de la réunion avec le SDIS.

L'accès aux aires de mise en station des échelles en cas d'incendie de chacune des cellules est présenté ci-après.

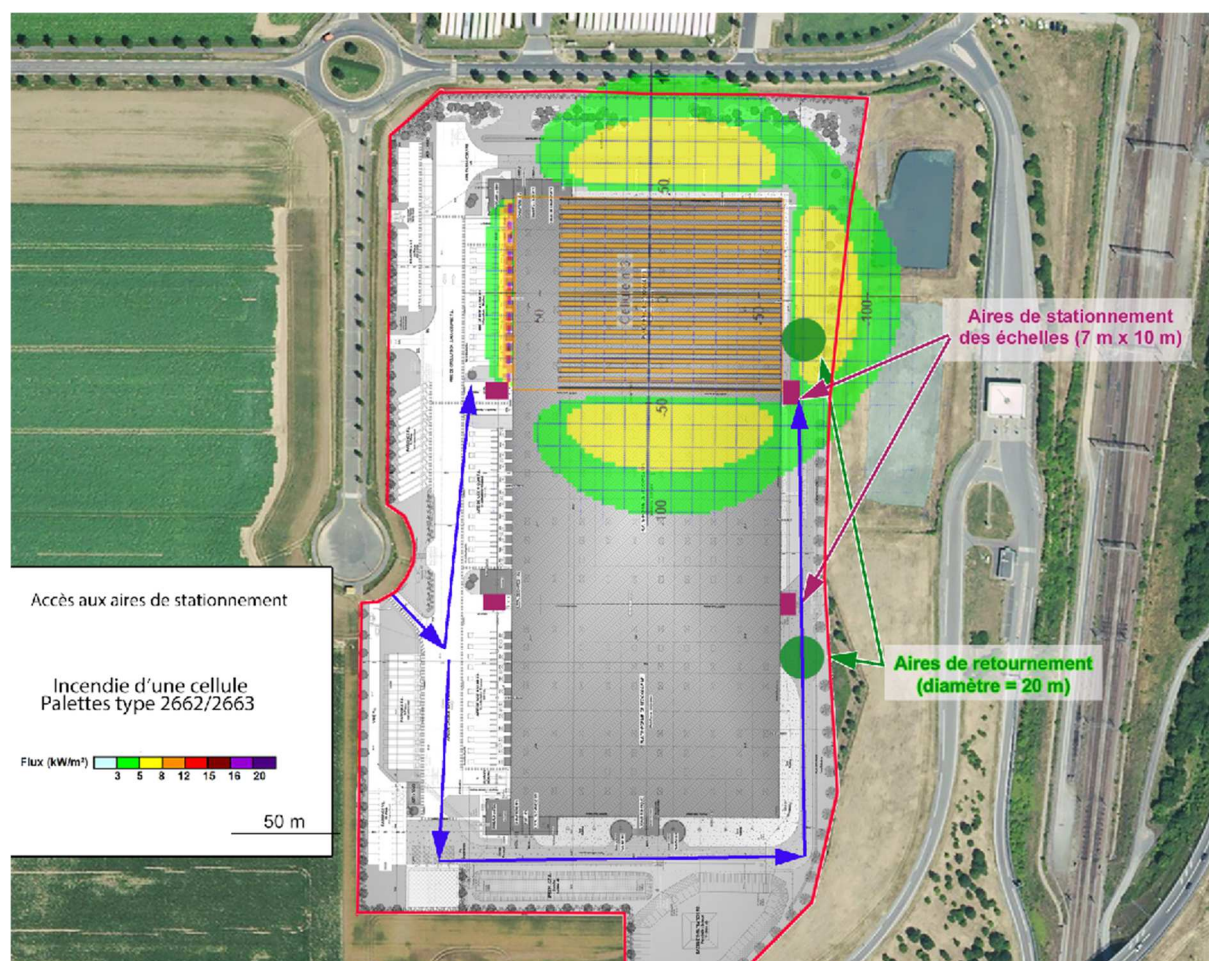


Ainsi, en cas d'incendie de la cellule 1, les aires de mise en station des échelles implantées de part et d'autre du mur séparatif et au droit de celui-ci seront accessibles directement via l'entrée sur site (pour la première) et en circulant sur la voie engin longeant les cellules 2 et 3. Cette disposition permet au service d'incendie et de secours d'accéder aux aires de stationnement échelles pour arroser le mur séparatif sans traverser de zones d'effets de  $5 \text{ kW/m}^2$ .





En cas d'incendie de la cellule 2, les services d'incendie et de secours pourront également accéder aux 4 aires de mises en station des moyens aériens sans avoir à traverser de zones impactées par les flux de 5 kW/m<sup>2</sup>.



Cette dernière représentation permet également de vérifier que les aires de mise en station des moyens aériens prévues au droit du mur séparant la cellule 2 de la cellule 3 seront également accessibles sans emprunter une portion de voie engin impactée par des effets de 5 kW/m².

Il ressort donc que les mesures demandées par le SDIS lors de la réunion de présentation préalable sont bien prévues dans le cadre du projet (et intégrées au dossier) ; c'est pourquoi un avis favorable a été émis par le service d'incendie et de secours.

De plus, précisons qu'à ces mesures mises en place pour permettre au service d'incendie et de secours d'arroser les murs séparatifs en vue d'augmenter leur tenue au feu, des mesures constructives sont également prévues pour éviter la propagation d'un incendie d'une cellule depuis la toiture, à savoir :

- le dépassement de 1 m en toiture des murs séparatifs,
- la bande de protection de 5 m de large en matériau A2s1d1 de part et d'autre des murs séparatifs pour limiter la combustion des éléments de couverture de la cellule adjacente à la cellule en feu,
- le retrait de 7 m par rapport aux murs séparatifs de toutes ouvertures (lanterneaux et exutoires de fumées),
- la caractérisation Broof t3 du système de couverture afin de s'assurer d'un temps minimal de passage du feu au travers de la toiture d'au moins trente minutes.

Concernant les réponses aux mesures complémentaires citées dans le rapport du SDIS, le tableau suivant reprend chacune de mesures citées et les réponses associées.

Mesures citées par le SDIS	Réponse apportée
Prévoir un dispositif d'accès simple, efficace et rapide au site et aux bâtiments. En effet, les sapeurs-pompiers sont fréquemment confrontés à des difficultés d'accès dues aux moyens de protection physique contre les intrusions et sont contraints parfois d'utiliser des matériels de désincarcération (le double des clés ne sera pas une solution retenue).	<p>Afin de permettre l'accès au service d'incendie et de secours en toute circonstance même en dehors des horaires d'ouverture, un dispositif d'ouverture automatique du portail de l'établissement asservie au dispositif faisant office de détection incendie est prévue (indiqué dans la partie étude de dangers)</p> <p>Il peut également être précisé que lors de la réalisation du Plan de Défense Incendie de l'établissement, les services d'incendie et de secours seront sollicités afin de s'assurer que ce dernier facilite l'organisation d'une intervention en cas d'incendie sur site.</p>
Disposer un plan de masse plastifié (format A0) à chaque entrée de l'établissement utilisable par les sapeurs-pompiers. Ce plan comportera notamment les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupures et installations à risque, les dispositifs de sécurité, la nature et la quantité des produits présents.	<p>Un plan masse plastifié sera mis à disposition du service d'incendie et de secours. Il comportera les accès aux bâtiments, la localisation des organes de coupure et les installations à risques ainsi que les dispositifs de sécurité. La nature et la quantité des produits présents évoluant dans le temps, ces informations seront disponibles dans l'état des stocks qui sera mis à disposition des services d'incendie et de secours tel que prévu au point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux dispositions applicables aux entrepôts couverts.</p> <p>Ces besoins complémentaires documentaires pourront également être évoqués lors de la sollicitation des services d'incendie et de secours dans la réalisation du Plan de Défense Incendie de l'établissement.</p>
<p>Maintenir une voie engins sur tout le périmètre du bâtiment. cette voie ne sera pas confondue avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les aires de stationnement pour l'alimentation des engins à proximité des points d'eau ou poteaux incendie,</li> <li>- les aires de mises en station des échelles aériennes</li> </ul>	Comme il peut être constaté sur le plan masse du projet, une voie engin de 6 m de large minimum permet d'accéder à tout le périmètre du bâtiment. Cette voie n'est pas confondue avec les aires de stationnement des engins ainsi qu'avec les aires de stationnement des échelles. Cet élément est également visible sur le plan masse disponible en PJ48 du dossier.
Ne pas planter à proximité des voies engins des arbres qui pourraient avec le temps rendre difficile voire impossible, la progression des engins de secours.	Les arbres plantés en périphérie de l'établissement suivant les prescriptions du plan local d'urbanisme seront autant que possible éloignés de la voie engin. En tout état de cause, la société DE RIJKE Picardie s'assurera que la voie engin dispose des caractéristiques prescrites dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 suscité, et notamment une hauteur libre de 4,5 m minimum.
Prévoir une zone de mise en station des échelles aériennes au droit des murs séparatifs de cellules afin de permettre aux services de secours de limiter la propagation d'un incendie à l'ensemble du bâtiment.	Comme il peut être constaté sur le plan masse de l'établissement disponible en PJ48 du dossier, 6 aires de stationnement sont bien prévues au droit de chacun des murs séparatifs.
Prévoir un dispositif de coupure des différents fluides utilisés sur le site facilement accessible par les sapeurs-pompiers.	Que ce soit pour la canalisation d'alimentation en gaz naturel ou pour la coupure du dispositif de rétention des eaux d'extinction, les vannes de coupure sont signalées sur site (vanne en façade du local chaufferie actuel, panneau au niveau du dispositif d'obturation du bassin,...). Les équipements de l'extension feront également l'objet d'une identification des organes de coupure des fluides. Ces éléments seront également signalés sur le plan mis à disposition des services d'incendie et de secours.
Faire signaler sur les plans les coupures électriques et la coupure générale du site	Ces éléments seront signalés sur le plan mis à disposition des services d'incendie et de secours.

Afficher les plans des zones de désenfumage près des commandes des cantons	Ces plans sont d'ores et déjà présent au niveau de la cellule 1. Les cellules 2 et 3 seront également équipés de tels plans.
Signaler à l'extérieur les portes des cellules où sont implantées les commandes de désenfumage et prévoir un dispositif d'ouverture depuis l'extérieur de celles-ci	Des commandes seront mises en place et accessibles depuis l'extérieur.
Afficher de façon bien visible les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie et faire respecter ces interdictions.	Comme indiqué dans le dossier, un affichage de l'interdiction d'apport de flamme nue dans les parties présentant un risque particulier d'incendie sera réalisé, à l'instar de la situation actuelle sur le site.
Interdire tout brulage à l'air libre sur le site.	Comme indiqué dans le dossier, sur le site le brûlage à l'air libre est interdit. Ce point est rappelé dans les consignes et sur un affichage.
Permettre l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence	Un téléphone est disponible au niveau des bureaux de l'établissement.
Repartir judicieusement des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques	Les extincteurs de l'extension seront répartis conformément aux règles de l'art. Les besoins seront définis par une société spécialisée.
Afficher bien en vue des consignes précises indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le matériel d'extinction et de secours qui se trouve dans le local ou à ses abords,</li> <li>- les procédures d'évacuation,</li> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompier,</li> <li>- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre</li> </ul>	Ces informations sont actuellement affichées et notamment disponibles au sein des plans d'intervention. Ces informations seront remises à jour lors de la mise en service de l'extension.
Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours	Une partie du personnel sera formée aux moyens d'intervention disponibles sur le site (extincteurs, RIA).
Prendre tout disposition pour éviter la pollution des eaux et des sols soit par les produits stockés soit par les eaux d'extinction	Comme précisé dans le dossier et notamment dans l'étude de dangers des dispositifs de confinement des eaux d'extinction sont prévus pour éviter toute pollution au milieu naturel (se rapporter à l'étude de dangers (chapitre III)).
Maintenir en tout temps un volume minimal de 1990 m <sup>3</sup> pour la rétention des eaux d'extinction	La régulation des eaux pluviales sera gérée au sein du bassin d'infiltration. Ainsi même si les eaux pluviales transiteront en partie dans le bassin étanche, celles-ci seront directement évacuées vers le bassin d'infiltration (hors cas d'un incendie sur site).
Signaler sur le plan les commandes manuelles des vannes d'isolement des eaux d'extinction si elles existent	La vanne de fermeture du bassin est asservie à la détection incendie (réalisée par le sprinklage). Cette vanne est également manœuvrable manuellement et est localisée sur les plans ainsi que sur le site.
Tenir à la disposition des services de secours les fiches de données de sécurité des produits dangereux stockés dans les différentes cellules ainsi que l'état des stocks.	Comme indiqué précédemment et dans le dossier, un état des stocks avec les fiches de données de sécurité des produits ainsi que l'affectation des produits par cellule sera tenue à la disposition des services d'incendie et de secours.
Transmettre au SDIS lorsque ceux-ci seront opérationnels, un plan de localisation des PEI concourant à la défense extérieure contre l'incendie du site ainsi que les caractéristiques de débits/pression ou de volume.	A l'instar de ce qui a été transmis pour les installations actuelles, les nouveaux équipements feront l'objet d'une localisation et d'une caractérisation suivant les souhaits du SDIS.



**B- La délibération du conseil municipal de la commune d'Estrées-Deniécourt**

En date du 23/01/2021, le conseil municipal de la commune d'Estrées-Deniécourt s'est réuni en quorum complet pour débattre de l'impact de l'agrandissement de la plateforme De Rijke sur la ZAC Haute Picardie. Le corpus de la délibération est fidèlement transcrit ci-après :

« Monsieur le maire souhaite attirer l'attention des membres du conseil municipal sur l'agrandissement de la société De Rijke sur la ZAC Haute Picardie et plus précisément sur le passage important des poids lourds qui va augmenter très considérablement sur la RD164 et RD79. A l'appui de la délibération de ce jour, monsieur le maire demande l'autorisation au conseil municipal de joindre un document sur le cahier de doléances mis en place lors de l'enquête publique. Il lit ce courrier :

Après consultations concernant l'extension de la plateforme de Rijke, en notre qualité d'élus, nous nous interrogeons sur les conséquences d'une telle extension que nous jugeons, cependant utile. Nous souhaitons donc, attirer votre attention, sur le trafic routier desservant cette entreprise. Lors de la première enquête publique, il était précisé qu'il y aurait le passage de quelques poids lourds sur les routes départementales 164 et 79 pendant une durée de 24 heures. Lors de cette deuxième consultation, il est signalé que les poids lourds ((environ 100 par jour) emprunteront principalement les autoroutes mais que le trafic évoluera de manière plus importante sur les routes internes du pôle d'activités. Les élus souhaitent avoir une réponse plus précise sur le nombre de passage de poids lourds journaliers empruntant les route 164 et 79 et la commune d'Estrées-Deniécourt.

N'y a t'il pas là le risque de retrouver ces poids lourds et ces véhicules légers sur les routes départementales 164 et 79 qui sont, déjà, actuellement très empruntées ?

Y'aurait-il des moyens de mise en œuvre pour la sécurité des enfants à proximité du RPC situé à Estrées-Deniécourt ?

Les membres du conseil municipal précisent, également, souhaitable, de mettre en place une signalétique au niveau du rond-point à la sortie de Deniécourt en allant sur Chaulnes.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- d'autoriser monsieur le maire à porter cette motion sur le cahier de doléances lors de la présence de la commissaire enquêtrice chargée de cette opération. »

[...]

Dans la demande d'autorisation, l'étude de dangers ne reprend pas l'étude des risques engendrés par l'augmentation, pourtant annoncée dans l'étude d'incidence, du trafic routier conformément au 10°du I de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement qui dispose « le demandeur fournir une étude de danger qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'important des risques engendrés par l'installation.... Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

**A la vue de ces éléments, le maitre d'ouvrage apportera à la connaissance du public :**

- a. la raison pour laquelle l'impact du trafic routier a été minimisé dans l'étude d'incidence et occulté de l'étude de dangers**
- b. la réponse du maitre d'ouvrage à la délibération et aux revendications constructives formulées par le conseil municipal.**



**Réponse de l'exploitant :**

Dans l'étude d'incidence, l'impact du trafic a été caractérisée suivant une estimation haute du trafic attendu de poids lourds transitant sur la plateforme en configuration future.

De plus, comme indiqué dans la réponse précédente, les poids lourds transitant sur la plateforme De Rijke, objet du dossier, n'ont pas pour vocation d'emprunter l'itinéraire mentionné sur le procès-verbal, considéré comme fortement encombré par le trafic de poids lourds. Cette incidence du trafic de poids lourds sur les axes de circulation du centre d'Estrées-Deniécourt n'a donc pas été minimisée dans l'étude d'incidences étant donné qu'elle sera inexistante.

L'étude de dangers n'a quant à elle pas pour vocation d'intégrer les accidents de la circulation sur les personnes. En effet, suivant l'objet de la circulaire du 10 mai 2010, l'objet d'une étude de dangers pris en application de l'article L 512-1 est :

« Elle [l'étude de dangers, ndlr] a donc pour objet de rendre compte de l'examen effectué par l'exploitant pour caractériser, analyser, évaluer, prévenir et réduire les risques d'une installation ou d'un groupe d'installations situé dans un environnement industriel, naturel et humain défini, autant que technologiquement réalisable et économiquement acceptable, que leurs causes soient intrinsèques aux substances ou matières utilisées, liées aux procédés mis en œuvre dans l'installation, à la gestion de l'établissement ou dues à la proximité d'autres risques d'origine interne ou externe à l'installation. »

Tel que présentés dans cette circulaire, la notion d'indirect se rapporte d'une part aux risques de propagation d'un accident majeur sur un site industriel voisin par effets dominos, mais également aux potentiels effets indirects générés par un accident majeur ayant lieu sur le site. Ce dernier concerne les effets générés en cas d'explosion. En effet, une explosion peut être à l'origine de bris de verre susceptibles d'impacter indirectement les personnes à l'extérieur d'un établissement. C'est pourquoi, en cas d'étude de dangers dans laquelle un accident d'explosion est susceptible d'être un accident majeur, l'analyse des distances atteintes par les bris de verres (seuil de 20 mbar) est regardée.

Dans le cas présent, aucun effet indirect n'a été retenu dans l'étude de dangers.

**Point 3 :** Le maître d’ouvrage affirmera son engagement pour la création de 60 emplois pérennes directs sur le site De Rijke Ablaincourt-Pressoir et précisera le nombre d’emplois en création ou en pérennisation d’emplois indirects pendant la phase de chantier et d’exploitation du projet, les intitulés des postes pourvus et les objectifs calendaires.

### Réponse de l’exploitant :

Tout d’abord, concernant la phase de chantier, le constructeur estime que ce projet d’extension peut être à l’origine de la création de 4 CDI d’ouvriers qualifiés au sein de leur nouvelle agence LEGENDRE Nord. Au niveau de leur sous-traitant, l’estimation des nouveaux emplois créés par ce projet ou de l’estimation de la pérennisation de certains postes de leur entreprise est très difficilement quantifiable et est à analyser société par société, ce qui n’est pas réalisable à la phase actuelle du projet. Néanmoins, il peut être précisé que pour la construction de l’extension, environ 150 personnes interviendront sur le site au cours des 10 à 12 mois prévus pour la construction. Cela engendrera donc a minima une charge de travail pour environ 150 personnes sur des périodes plus ou moins longues. Ces personnes devront également s’alimenter voire être hébergées suivant l’implantation de leur société, ce qui génèrera indirectement un besoin local pour la restauration (si accessible au regard des conditions sanitaires actuelles) mais également pour l’hébergement.

Au niveau de la société promoteur du projet, Capstone, celle-ci a créé 2 emplois directs grâce à ce projet : une cheffe de projet et une assistante de travaux.

Vis-à-vis de la phase d’exploitation, la société De Rijke confirme son engagement à la création d’une soixantaine d’emplois sur le site. Cet engagement est joint à ce mémoire.

Il s’agira principalement de postes à pourvoir dans le domaine de la logistique en tant que chauffeurs poids lourds, ou préparateurs de commande ayant une formation de cariste. Des postes annexes à l’activité au sein des bureaux administratifs sont également prévus.